“L'événement” Manouchian (p. 5)

COMMUNISTES

8 Mars 2024 : l'égalité salariale au cœur (p. 4)

Vidéo

18.20 franceinfo : du mardi 5 mars 2024

Boycott

Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir étaient « complices » de l'URSS. C'est la révélation fracassante que fait le journal préféré des huissiers de notaires et des sacristains, *Le Figaro Magazine*. Cette « révélation » a suscité un petit courrier des lecteurs (numéro du 1er mars, p. 10) où il est dit : « Ces deux communistes devraient être boycottés dans les bibliothèques et les écoles ». Voilà qui est sans doute un avant-goût de la politique culturelle que nous concoctent Bardella-Ciotti demain, s'ils prenaient le pouvoir : on aurait droit, dans des bibliothèques rebaptisées Finkelkraut, aux seuls livres de Finkelkraut et, parfois, si on est sage, à quelques conférences de Finkelkraut. Ça fait envie…

Gérard Streiff

SOUSCRIPTION (cliquez)

Je verse : ..... €

“Donner les moyens au PCF d'intervenir”

Chèque à l'ordre de “ANF PCF” : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

LES RENDEZ-VOUS MILITANTS

Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à Léna Mons < lmons@pcf.fr >

6 mars, à partir de 18 h 00 Soirée d'hommage aux Manouchian et aux FTP MOI en présence de Guillaume Roubaud-Quashie, historien, dirigeant national du PCF. Bar du CNH, 31 boulevard Clemenceau, Le Havre (76)

6 mars, à partir de 18 h 30 Soirée-débat sur la thématique du sens du travail aujourd'hui avec la participation de Barbara GOMES, porte parole, élue de la Ville de Paris et enseignante chercheuse ayant travaillé sur la thématique de l'ubérisation. Centre de Vie du Sanitas, Tours (37)

8 mars, à partir de 20 h 00 Après l'entrée au Panthéon de Missak et Mélinée Manouchian, rencontre-débat avec Gérard Streiff, auteur de Missak et Mélinée Manouchian, un couple en résistance. Stand, panneaux de l'exposition itinérante du PCF sur les FTP-MOI, extraits du film de D. Peschanski : «La traque des membres de l'Affiche rouge» (2006). Entrée libre. Bar Le Catinat, Place du Forum, Saint-Gratien (95)

9 mars, à partir de 10 h 00 La cellule Axe Chave organise une réunion publique autour des droits des femmes et des violences sexistes et sexuelles. Nous aborderons les moyens d'agir contre ces violences et les propositions portées par le Parti sur ce sujet. 88 boulevard Chave, Marseille (13)

9 mars, à partir de 10 h 00 Il y a 80 ans, disparaissait le jeune résistant communiste gervaisien, André Joineau, fusillé au Mont Valérien. La section du Parti communiste français du Pré-Saint-Gervais lui rend hommage : prises de parole, lecture de la dernière lettre d'André à sa famille. En présence des membres de la famille d'André, avec la participation du Chœur populaire de Seine-Saint-Denis. Mairie, Le Pré-Saint-Gervais (93)

9 mars, à partir de 15 h 00 Formation de la section des Mureaux sur le thème « Histoire du Parti communiste français et de ses combats ». Inscription par mail : pcf.lmx@gmail.com Local de section « L'Avancée », Les Mureaux (78)

9 mars, à partir de 15 h 00 Journée internationale de lutte pour l'égalité et les droits des femmes. Tables-rondes, témoignages, expo, concert… Avec Marie-Claire Arasa, conseillère départementale. Salle Pablo-Neruda, Morsang-sur-Orge (91)

12 mars, à partir de 19 h 30 Soirée spéciale en hommage à Missak Manouchian, avec projection du film « L'armée du crime » de Robert Guédiguian, à 19h30, au cinéma Le France, suivie d'un débat auquel participeront Michel Khatchatourian (Association mémorielle des membres du groupe FTP-MOI de l'Affiche rouge) et Bernard Neplaz qui retracera le rôle des FTP-MOI au sein de la Résistance haute-savoyarde. Une exposition devrait être disponible, lieu et durée à préciser. Thonon-les-Bains (74)

16 mars, à partir de 10 h 00 Atelier sur la Sécurité emploi-formation. Tous les adhérents et les amis du PCF sont invités à participer à cet atelier, afin de bâtir et de faire vivre ensemble une proposition du PCF, au cœur des enjeux posés par le mouvement social concernant le travail. Fédération des Hautes-Pyrénées, Tarbes (65)

17 mars, à partir de 12 h 00 Banquet des jours heureux organisé par la section de Dompierre, en présence de Yannick Monnet, député de la circonscription. Contact : 06 89 75 67 45. Salle derrière la Mairie, Beaulon (03)

29 mars, à partir de 19 h 00 La section du Parisis organise son banquet en présence de Léon Deffontaines, tête de liste communiste aux élections européennes. Buffet, soirée dansante… Contact : 06 64 67 77 15. Salle polyvalente, Pierrelaye (95)

29 mars, à partir de 20 h 00 Réunion publique de présentation du plan climat Empreinte 2050 par Serge Vidal, organisée par 5 sections du sud de l'Essonne. Salle des associations, Chamarande (91)

30 mars, à partir de 17 h 00 Présentation du plan climat Empreinte 2050, en présence d'Amar Bellal, responsable national en charge de la commission Écologie. Salle La Forge, Harfleur (76)

LES INITIATIVES DE LA FONDATION GABRIEL-PÉRI

Dans le cadre du séminaire : Les extrêmes droites en Europe. État des lieux et perspectives, la Fondation organise 3 tables rondes :

- **Jeudi 14 mars.** En visioconférence, 14h30-16h30. Les raisons de la montée en puissance. Le cas de l'Italie, des Pays-Bas et de l'Allemagne. Avec Koen Damhuis (professeur assistant Utrecht School of Governance, université d'Utrecht, Pays-Bas) ; Alfio Mastropaolo (professeur émérite à l'université de Turin) ; Peter Wahl (politiste, Allemagne). Pour rejoindre la visioconférence : https://us02web.zoom.us/webinar/register/WN_PuaE1wT7RYS6c1VNqW8mPQ#/registration
- **Vendredi 22 mars.** En présentiel + visioconférence, 14h30-16h30. À la Fondation, 14 rue Scandicci, 93500 Pantin. Quand l'extrême droite participe au pouvoir. Le cas de la Pologne, de l'Italie et des pays nordiques. Avec Giorgia Bulli, chercheure au département de sciences politiques et sociales de l'université de Florence, Italie) ; Maurice Carrez (professeur émérite d'Histoire contemporaine à l'université de Strasbourg) ; Frédéric Zalewski (maître de conférences en sciences politiques, Institut des sciences sociales et du politique de l'université de Nanterre. Le cas de la Pologne).
Pour assister à la conférence en présentiel, écrivez à : inscription@gabrielperi.fr. Pour rejoindre la visioconférence : https://us02web.zoom.us/webinar/register/WN_-hu_-X0vQueao9lsH22VTQ#/registration
- **Vendredi 22 mars.** En présentiel + visioconférence, 17 h-19 h. À la Fondation. Quelles sont les stratégies de l'extrême droite à l'échelle européenne et au Parlement Européen ? Quelles résistances en cours et à construire ? Avec Nicolas Hubé (professeur des universités, Centre de recherche sur les médiations, directeur du Centre interdisciplinaire d'études et de la recherche sur l'Allemagne, université de Lorraine) ; Théo Coskun (conseiller municipal de Rotterdam, Pays-Bas).
Pour assister à la conférence en présentiel, écrivez à : inscription@gabrielperi.fr. Pour rejoindre la visioconférence : https://us02web.zoom.us/webinar/register/WN_-hu_-X0vQueao9lsH22VTQ#/registration
- **Vendredi 15 mars**, dans le cadre du séminaire « Ateliers sur l'histoire du communisme » (séance 5) 14h30-17h30. À la Fondation. Les communistes occidentaux et la question Nord-Sud. Nouvelles approches historiographiques. Avec Marco Di Maggio (maître de Conférences en Histoire contemporaine, Sapienza, université de Rome) ; Gabriele Siracusano (Consiglio Nazionale delle Ricerche, Italie) ; Serge Wolikow (président du Conseil scientifique de la Fondation Gabriel-Péri).
Pour assister à la conférence en présentiel, écrivez à : inscription@gabrielperi.fr. Pour rejoindre la visioconférence : https://us02web.zoom.us/webinar/register/WN_ZDgOm54dSxOKlfJkctfilw#/registration
- **Samedi 16 mars**, dans le cadre du séminaire « Les transformations de la structure sociale contemporaine » (séance 15), 14h-18h. Salle Tignous, 4 rue de Lobau, 75004 Paris. Transformations productives et évolutions du monde du travail. Avec Pauline Seiller (sociologue, maîtresse de Conférences à l'université de Caen) ; David Gaborieau (maître de Conférences université Paris Cité, chercheur au Centre de recherche sur les liens sociaux) ; Cyrine Gardes (chercheuse au Centre d'études de l'emploi et du travail au CNAM).
Pour assister à la conférence en présentiel à l'Hôtel de Ville, écrivez à : inscription@gabrielperi.fr. Pour rejoindre la visioconférence : https://us02web.zoom.us/webinar/register/WN_9XvGfokVSzSYWa7YYVCBjA#/registration

L'égalité salariale au cœur

À l'appel du collectif unitaire « Grève féministe » et de l'intersyndicale, le PCF se mobilise ce 8 Mars sur l'ensemble du territoire pour porter nos revendications, manifester, se rassembler et faire la grève en cette journée internationale des droits des femmes.

L'égalité salariale et professionnelle est au cœur des enjeux du 8 Mars. Temps partiels imposés, discriminations, salaires inférieurs à compétence égale, dévalorisation des métiers à prédominance féminine via l'absence de reconnaissance de leurs compétences et de la pénibilité, le chantier de l'égalité est encore colossal.

Travailler à la mixité des métiers et défendre le service public sont deux conditions de possibilité nécessaires à une perspective d'égalité entre les femmes et les hommes sur le plan salarial et professionnel. On le sait, trop de femmes sont par exemple contraintes de rester à la maison par manque d'un service public de la petite enfance ou de transports publics. Le service public lui-même est un vivier d'emplois important pour les femmes qui y sont majoritaires.

Ainsi, nous portons un ensemble de propositions à retrouver dans notre tract mais aussi dans nos textes de Congrès et le programme des Jours heureux. Ce 8 Mars s'inscrivant dans la campagne des élections européennes, nous avons choisi de mettre en avant des propositions ayant une portée européenne avec plusieurs de nos candidat·es proposé·es au vote des communistes. Nous avons besoin d'élu·es communistes pour défendre les droits des femmes au Parlement européen.

Nous nous inscrivons ainsi dans la démarche de la clause de l'Européenne la plus favorisée, afin d'harmoniser les droits des femmes par le haut.

Enfin, le 8 Mars est aussi le moment de réaffirmer que la lutte pour les droits des femmes porte le progrès social ainsi qu'une culture de la paix.

Shirley Wirden
membre du CEN

AGIR
Le journal des communistes à l'entreprise

N° 9 | mars 2024

Agir se veut une publication utile à la réflexion et à l'action. Construisons-la ensemble. Envoyez vos contributions, avis, critiques sur entreprises@pcf.fr

ÉDITO

Une nouvelle année de luttes s'ouvre à nous. Elles seront diverses, tant contre les inégalités, qui ne cessent de s'aggraver, que contre le recul des droits au travail, pour le pouvoir d'achat, la vie digne…

Mais elles seront toutes aussi à articuler avec le défi que nous allons tous devoir relever : le changement climatique. Karl Marx disait à raison que le capitalisme épuise l'homme et la nature. L'humanité doit aujourd'hui faire face au péril de son habitat, notre planète.

Vincent Gouellet
Entreprises et lieux de travail
commission nationale du PCF

CONQUÉRIR DE NOUVEAUX POUVOIRS POUR LES SALARIÉS

Il n'est pourtant pas impossible de concilier progrès humain, social, sociétal et environnemental si on sort des logiques de profit, si on fait évoluer nos moyens de production, avec de nouveaux pouvoirs reconnus aux travailleurs comme aux citoyens, à travers de nouveaux modes de planification et pilotage des productions sur les territoires, dans le but de satisfaire les besoins communs de notre société et pas uniquement les appétits insatiables de quelques gros capitalistes.

C'est l'objet du travail que le Parti communiste français a réalisé au travers de son plan Climat.

RÉDUSTRIALISER, RELOCALISER, RÉORGANISER

Réindustrialiser le pays, c'est en finir avec les délocalisations, agir pour la relocalisation des productions et pour un nouveau développement industriel en France. En créant de nouvelles filières, on développera l'emploi et les compétences, avec l'objectif de la conquête de nouveaux pouvoirs pour les salariés, afin de produire mieux, au plus juste, donc raisonnablement, dans des conditions de travail respectueuses des femmes et des hommes, usagers ou producteurs.

EN FINIR AVEC LA LOGISTIQUE FOLLE

Cette relocalisation est essentielle pour éviter des logistiques folles et pour nos emplois, et n'est pas le seul levier dont nous devons nous saisir, loin de là : le développement de nouvelles coopérations entre entreprises et de nouveaux liens avec la puissance publique, pour répondre aux énormes défis sociaux et environnementaux, comme ceux notamment mis en avant par les travailleurs lors des projets de rachat Alstom-Siemens ou Thalès-Hitachi dans le secteur des transports, en sont un exemple.

TRAVAILLER AUTREMENT

Il y a tout à y gagner. Saisir l'opportunité de travailler autrement, dans le cadre d'un projet de société progressiste centré sur l'humain et la planète, telle est la boussole que les communistes se sont donnée.

Pour l'exigence sociale de l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes

Nous sommes femmes et féministes, engagées dans la campagne de rassemblement pour les élections européennes avec Léon Deffontaines, le PCF, GRS, L'Engagement, des syndicalistes et des militant es de mouvements écologistes, enfantistes et féministes. Pourquoi ? Parce que nous sommes en colère. Nous sommes touchées par l'inflation, les bas salaires, les retraites et pensions de misères.

Les inégalités salariales et professionnelles persistent en France comme en Europe, générant des conséquences graves et concrètes sur nos vies et nos droits sociaux. En France, avec 25 % de salaire en moins et des pensions inférieures de 40 %, nous subissons de plein fouet l'inflation, les augmentations injustes des factures d'électricité et des franchises médicales. Majoritaires dans les métiers du soin et du lien pourtant reconnus comme essentiels, nous ne récoltons que le mépris des organisations patronales et du gouvernement qui, main dans la main, refusent d'indexer les salaires sur l'inflation et organisent l'expansion dangereuse de la précarité.

Au sein de l'Union européenne, nos salaires sont en moyenne inférieurs de 12,7 %. Nous sommes 66 % à occuper un emploi contre 77 % des hommes. Pourtant plus diplômées, nous sommes présentes seulement dans 1/3 des postes d'encadrement.

Nous produisons des richesses, nous sommes indispensables à la société, dans les services publics où nous sommes majoritaires, dans l'aide aux personnes, dans le soin et l'enseignement, mais aussi dans les commerces. Pourquoi cette précarité des femmes, alors que l'Europe est riche grâce à nous !

Nous sommes en colère mais pas résignées. Nous voulons reprendre la main en Europe. Nous vivons dans un grand moment de bascule, la société peut continuer une transition féministe pour toutes les femmes, s'engageant dans la révolution #metoo ou basculer vers un recul profond des droits, où règnent l'austérité, la précarité, l'extrême droite et les extrémismes religieux.

Nous savons qu'il faut lutter. Nous voulons une gauche claire, porteuse d'une ambition pour l'émancipation de toutes les femmes.

C'est pourquoi nous nous engageons avec des propositions concrètes :

Nous alignerons vers le haut les droits des femmes en Europe en nous inspirant des États membres les plus avancés. Nous portons l'exigence de la clause de l'Européenne la plus favorisée, pour la lutte contre les violences faites aux femmes, pour l'égalité professionnelle et salariale, pour une politique familiale féministe… au cœur du projet européen, en l'élargissant à l'ensemble des questions sociales et démocratiques (protection sociale, retraites, salaires et droits des travailleuses).

Le développement des services publics est une condition nécessaire d'une politique féministe. Petite enfance, éducation, aide aux personnes âgées…, libérons le temps des femmes, avec un investissement massif pour des services publics de qualité ! Dans le même temps, garantissons aux agentes de meilleures rémunérations, une sécurité et une revalorisation de leurs métiers

«Á travail de valeur égal, salaire égal». Nous exigeons que les crédits de la Banque centrale européenne soient conditionnés à l'égalité femmes-hommes et à un rattrapage en cas de manquements constatés. Nous exigeons l'abrogation de la loi retraite, la revalorisation des métiers dits féminisés, des mesures correctives contre les inégalités de pensions et des mesure immédiates pour l'égalité salariale.

Nous voulons porter le droit à un travail émancipateur, à temps complet et bien rémunéré. Nous mettrons en place une politique de mixité des métiers avec la revalorisation de tous les métiers et secteurs féminisés, la mise en place d'une réelle mixité dans les emplois, l'abolition de la division sexuelle dans les filières scolaires et universitaires, sous l'égide d'un observatoire européen d'évaluation de l'égalité.

Nous refusons la mise en concurrence, et les droits des travailleuses tirées vers le bas. Nous sommes solidaires de toutes les femmes, c'est pourquoi nous exigeons l'abrogation de la loi immigration, la régularisation de toutes les travailleuses dites sans papiers, un accueil digne pour toutes les migrantes et des moyens financiers pour mener des politiques publiques en faveur de l'emploi, d'accès à l'éducation, à la santé, à la mobilité, au logement. La conquête des droits des femmes implique nécessairement une culture de la paix contre toute logique d'exploitation et de domination. Nous voulons conquérir de nouveaux droits pour les femmes à l'opposé des reculs portés par les extrêmes droites et extrémistes religieux sur tous les continents.

Nous portons également des campagnes sur la répartition des tâches domestiques pour concilier vies familiale et professionnelle. La nécessité d'informer sur les droits et les libertés syndicales et des campagnes contre le sexisme avec des politiques continues de l'UE.

Nous mènerons un combat coordonné, déterminé et sans relâche contre tous ceux qui, ici et à Bruxelles, démantèlent nos services publics alors qu'ils sont un outil indispensable pour l'accès à l'emploi, à la santé, à l'éducation, pour notre émancipation et l'indépendance économique des femmes.

Contre la mise en concurrence effrénée des populations, des services publics, des salariées et des salariés, contre l'augmentation des budgets militaires au détriment des budgets sociaux, nous femmes engagées dans nos organisations politiques, syndicales et féministes, serons présentes dans les mobilisations ce 8 mars pour exiger des mesures immédiates et ambitieuses.

Faire avancer les droits des femmes c'est faire avancer les droits de tous et construire des sociétés justes et démocratiques. Avec toutes les élues européennes de la gauche progressiste, nous nous constituerons en force motrice et déterminée afin d'engager une transformation profonde pour une Europe de coopération, de paix, d'égalité et de justice sociale.✪

Manouchian après le Panthéon

Il faut regarder le réel en face. Il y a quelques semaines, face à une trentaine d'étudiants de la Sorbonne, je tentais la question : Qui est Manouchian ? Long silence… Ajouterai-je qu'il s'agissait d'étudiants en histoire ? C'est ainsi : malgré le PCF, malgré Éluard, malgré Aragon, malgré Ferré, malgré Pignon-Ernest, malgré Teboul, malgré C215.

C'est la force d'une panthéonisation que de déchirer avec éclat les voiles d'oubli qui se déposent insensiblement. Une mémoire a été ravivée pour des centaines de milliers de personnes. Un segment de l'histoire de France a été proprement découvert pour des millions d'autres.

L'érudition nationale s'est renforcée, pourra-t-on se réjouir, mais qui ne mesure qu'il ne s'agit pas là seulement d'érudition sans conséquences ? À l'heure des spasmes xénophobes et de tous les phantasmes autour de la « France éternelle », la trajectoire de Manouchian remet bien des pendules à l'heure. Pensez donc, qui vient d'entrer au Panthéon à l'émerveillement de tous, si ce n'est un immigré qui ne se fait pas gentiment exploiter en silence mais revendique, se syndique, se bat ? Pire : un immigré qui connaît même un temps le chômage. Oui, c'est presque le portrait-robot du Mal absolu selon l'extrême droite qui vient d'être honoré en emportant par la force de sa vie l'admiration générale.

Nous aurions tort de laisser retomber la poussière sur le buste éclatant de ce communiste que tant de nos concitoyens découvrent et qui parle tant pour aujourd'hui. Des graines ont été semées, une curiosité s'est dressée. Du Havre à La Seyne, de Perpignan à Onnaing, partout où sont organisées des initiatives, le public afflue, mêlant les habitués à un grand nombre de têtes nouvelles.

Manouchian au Panthéon : c'est la fin d'un long combat ; c'est aussi le début d'un autre dans les conditions nouvelles créées par cette conscience partagée. ✪

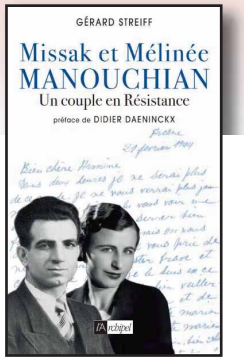
Guillaume Roubaud-Quashie
membre du CEN

Soirée d'études à Ivry (94)

Gérard Strei

MISSAK ET MÉLINÉE MANOUCHIAN

Un couple en Résistance



préface de Didier Daeninckx
postace de Jean-Pierre Sakoun
Une biographie croisée à l'occasion de l'entrée au Panthéon

Né en 1949 en Moselle, journaliste et essayiste, **Gérard Streiff** a été correspondant à Moscou du quotidien L'Humanité (1982-1986), puis rédacteur en chef adjoint des magazines Révolution et Regards. Titulaire d'un DEA en histoire de l'IEP Paris, il est l'auteur, notamment, d'Un soldat allemand dans la Résistance française (Oskar éditeur, 2011) et Marie-Claude Vaillant-Couturier. Une vie de résistance (Ampelos, 2021). **Didier Daeninckx**, romancier multiprimé, est l'auteur de Missak (Perrin, 2009 ; Folio, 2018) et des albums jeunesse Missak, l'enfant de l'affiche rouge (Rue du monde, 2009) et Avec les Manouchian (Oskar, août 2023). Président d'Unité Laïque, **Jean-Pierre Sakoun** préside le Comité pour l'entrée au Panthéon de Missak Manouchian.

En librairie le 4 janvier 2024, 224 pages – 21 €

Contact presse : LP Conseils / Patricia Ide Beretti
patricia@lp-conseils.com **Tél. : 07 79 82 30 75**

Faisons de ce samedi 9 mars un sursaut pour la paix et l'humanité

En janvier 2023, le ministère des Affaires étrangères publiait un communiqué : « La France rappelle sa conviction profonde qu'une paix juste et durable ne pourra advenir sans un retrait total des troupes russes de l'ensemble du territoire ukrainien.
C'est la seule voie qui permettra de mettre fin aux épreuves auxquelles est confronté depuis près de 11 mois le peuple ukrainien, qui lutte courageusement pour sa liberté et son indépendance face à l'agresseur russe. »
Communistes, nous ne faisons pas dans l'indignation sélective. Mais ce qui est valable pour l'Ukraine doit l'être pour la Palestine.
Combien de morts faudra-t-il pour que cesse l'indifférence et l'impunité ?
À quelle échelle d'atrocités se mesure le degré d'humanité d'une civilisation ?
30 000 morts à Gaza selon des sources validés par l'ONU. Le Pentagone avance le chiffre de 25 000 victimes en prenant uniquement en compte les enfants et femmes. Toujours selon l'ONU, 2,2 millions de personnes sont désormais menacées de famine, alors même qu'Israël continue à entraver l'acheminement de l'aide humanitaire.
En Cisjordanie, l'armée et les colons chassent les Palestiniens de leurs terres, multiplient les arrestations et détentions arbitraires et pratiquent la torture.
En Israël, les manifestations pour la paix sont systématiquement interdites et leurs participants arrêtés. Netanyahou envisage toujours une intervention terrestre à Rafah qui serait un carnage supplémentaire.
L'éradication du Hamas est un alibi. C'est du nettoyage ethnique des Palestiniens dont il est question. Ce que rappelle notre camarade Aïda Touma-Suleiman, députée communiste israélienne, dans *l'Humanité* : Ce gouvernement israélien (…) veut la création du Grand Israël, du Jourdain à la Méditerranée. » Déplorant la complicité des puissances occidentales « préférant répéter stupidement qu'Israël a le droit de se défendre ».
Si l'impunité a prévalue jusqu'ici, les initiatives auprès de la Cour internationale de justice et de plusieurs instances internationales se multiplient. Pour les rendre contraignantes, l'indispensable mobilisation populaire doit grandir.
D'abord pour l'urgence d'un cessez le feu à Gaza et pour mettre fin à cette guerre coloniale, sans quoi aucun avenir viable pour les Palestiniens, mais aussi pour les Israéliens ne pourra advenir. Seul le respect des résolutions internationales et la paix sont les garants de la sécurité.
Ensuite parce qu'à travers l'impunité totale des autorités israéliennes, l'ONU et le droit international se trouvent considérablement délégitimés et fragilisés.
Enfin parce que laisser faire et justifier la vengeance, c'est consacrer la barbarie comme moyen légitime de résolution des conflits et ouvrir une nouvelle ère des relations internationales lourdes de périls pour tous les peuples du monde.
Faisons de ce samedi 9 mars à Paris un sursaut pour la paix et l'humanité.✪

Pierric Annoot
membre du CN

RECONNAISSANCE
de l'État de Palestine aux côtés de l'État d'Israël
PCF
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

SOUSCRIPTION (cliquez)
Je verse : ..... €
"Donner les moyens au PCF d'intervenir"
Chèque à l'ordre de "ANF PCF" : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

IVG, après des années de combats

Lundi 4 mars, le congrès a adopté l•entrée
Constitution de l•IVG. Ce sont des années d
de militants et surtout de militantes qui sont r
pensées. Cette victoire, nous la devons à nous,
celles et tous ceux qui ont milité d•abord pour sa lég
il y a seulement quelques années, puis pour faire
ce droit.
La sénatrice communiste Laurence Cohen avait d
première proposition de loi pour la constitutionnal
en 2017. Depuis, le recul de ce droit partout dans
n•a fait que prouver sa nécessité.
Cette victoire défie les soi-disant •militants pro-vi
continuent leurs attaques. Casse de centres IVG,
Internet de conseils, offensives médiatiques*ƒ* La
assimilation de l•IVG au meurtre par CNEWS mo
combat contre les droits des femmes à disposer
mêmes n•est pas terminé. Pourtant, les élus natio
prouvé que face à leurs idéologies nauséabondes, le peuple,
lui, dans son immense majorité, reconnaît ce droit comme
essentiel.
Pourtant, nous devons encore combattre pour gagner de
nouveaux droits. Si les Assemblées ont reconnu •la liberté
d•avorter, il nous faut encore lutter pour avoir accès à l•IVG
partout sur le territoire. Depuis plusieurs années, la santé
est attaquée par les politiques d•austérité des libéraux. Un
désert médical, c•est aussi l•accès à l•IVG entravé. Le plan-
ning familial estime que 130 centres ont fermé en quinze
ans. Lorsque les femmes trouvent du personnel médical, les
délais sont parfois trop longs. La clause de conscience per-
mettant à un médecin de refuser de pratiquer l•IVG est tou-
jours en vigueur. Le manque d•éducation sexuel
aussi la désinformation et la propagation d•idées fa
dangereuses.
Si le gouvernement a été obligé de prendre cette
symbolique, nous lui demandons de passer aux a
Le Mouvement jeunes communistes de France re
- La fin de l•austérité dans les services publics.
- L•accès effectif à l•IVG selon la méthode de son
tout le territoire de manière égale.

Assan Lakehoul
secrétaire général du M